

IRAN

Rafsandjani, conservateur pragmatique et ennemi juré d'Ahmadinejad

Figure politique centrale de la République islamique depuis sa fondation il y a trente ans, Akbar Hashemi Rafsandjani est un conservateur pragmatique et aussi l'un des ennemis jurés du président iranien Mahmoud Ahmadinejad.

Deux fois président lui-même, cet homme de 75 ans s'est peu exprimé depuis la réélection controversée de M. Ahmadinejad, un ultraconservateur, le mois dernier et son intervention hier lors de la prière hebdomadaire à l'Université de Téhéran était d'autant plus attendue.

Lors de la campagne, il a soutenu la candidature de Mir Hossein Moussavi qui a accusé le pouvoir de fraude et est devenu le chef d'un mouvement de contestation qui a ébranlé le régime avant d'être étouffé par les forces de l'ordre.

M. Rafsandjani dirige deux institutions clés de l'Iran, le Conseil de discernement, organe d'arbitrage politique, et l'Assemblée des experts, habilitée à désigner, superviser et éventuellement démettre le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei.

Président de la République entre 1989 et 1997, il avait subi une défaite humiliante face à M. Ahmadinejad, alors maire de Téhéran, à la présidentielle de 2005.

Mais en décembre de l'année suivante, il entame son retour en distançant largement à Téhéran ses rivaux à l'élection des membres de l'Assemblée des experts et est élu à sa tête en septembre 2007.

Révolutionnaire historique, chef des armées durant la guerre contre l'Irak (1980-1988), puis président-reconstructeur (1989-1997) après la mort de l'ayatollah Rouhollah Khomeiny, fondateur du régime, il s'était représenté en 2005 en rempart contre les ultraconservateurs.

Son échec avait marqué pour beaucoup le début de son retrait de la vie politique. Mais l'électorat réformateur, qui lui avait fait défaut à l'époque, l'avait plébiscité fin 2006 quand réformateurs et conservateurs modérés avaient décidé de s'unir face à M. Ahmadinejad.

Fidèle du fondateur de la République islamique, l'ayatollah Khomeiny, ce simple étudiant en théologie, s'était lancé en politique en 1963 au moment de l'arrestation de Khomeiny à Qom (centre) par la police du Chah.



Akbar Hashemi Rafsandjani.

Sa présidence a été marquée par la reconstruction et l'ouverture à l'étranger, mais aussi les violations des droits de l'Homme, une inflation et

un endettement énormes, et des tentatives avortées de rapprochement avec les Etats-Unis.

A la fin de son mandat, en 1997, M. Rafsandjani et

ses amis politiques ont joué un rôle déterminant dans l'élection du réformateur Mohammad Khatami.

Il veut incarner l'opposition à une vision rétrograde

de l'islam, le soutien au développement politique et économique et à l'ouverture vers l'extérieur, ce qui ne l'empêche pas de critiquer régulièrement la politique américaine.

Partisan d'une économie libre, il n'a pas hésité à affirmer que «la création de richesse est une valeur». Mais la source de la richesse de sa propre famille a suscité des interrogations et M. Ahmadinejad n'a pas hésité,

lors de la campagne à la présidentielle du 12 juin, à lancer des accusations de corruption contre les Rafsandjani en plein débat télévisé.

Sa fille Faezeh Hachemi, qui soutenait M. Moussavi et a participé à plusieurs manifestations contre les résultats de la présidentielle, a été brièvement interpellée après le scrutin.

M. Rafsandjani a aussi marqué son opposition implicite au style de M. Ahmadinejad, en prônant la modération dans les déclarations de l'Iran sur son dossier nucléaire ou la situation en Irak.

Photo : DR

PAKISTAN

La réforme des madrassas a échoué

Le Pakistan a échoué à réformer, comme il s'y était engagé en 2002, ses milliers de madrassas considérées pour certaines comme des écoles du «jihad», Islamabad se heurtant à la résistance des milieux islamistes.

Grâce à l'appui des Etats-Unis, «nous disposions d'un budget colossal de 5,76 milliards de roupies (70 millions de dollars) pour apporter aux étudiants en séminaires des enseignements classiques, mais nous n'avons pas pu utiliser l'argent», admet à l'AFP le porte-parole du ministère de l'Education, Atiq-ur-Rehman.

Le gouvernement a ainsi raté son objectif de «modernisation» de 8 000 écoles coraniques en cinq ans : «Nous n'avons réformé que 507 séminaires pour seulement 333 millions de roupies (quatre millions de dollars) dépensés», reconnaît M. Rehman. «Tout ce qui n'a pas été dépensé est perdu», soit près de 65 millions de dollars, fulmine-t-il. Il y a officiellement 15 148 madrassas enregistrées au Pakistan, accueillant gratuitement deux millions d'écoliers et leur offrant une éducation centrée sur

l'Islam. L'immense majorité de ces écoles coraniques apportent aussi un enseignement de base indispensable dans un Pakistan de 168 millions d'âmes qui consacre moins de 2% de son produit national brut à l'éducation.

Le réseau des madrassas est toutefois bien minoritaire dans un pays qui compte environ 155 000 écoles publiques et 36 000 établissements privés, accueillant 34 millions de jeunes.

Le 12 janvier 2002, le président pakistanais de l'époque, Pervez Musharraf, avait solennellement annoncé une série de mesures d'enregistrement, de modernisation, voire de légère «laïcisation» des madrassas, sous la pression des Etats-Unis qui avaient fait du Pakistan leur allié dans leur «guerre contre le terrorisme».

Il s'agissait d'introduire des cours d'informatique, de sciences exactes et

sociales ou d'anglais, avec la volonté affichée par Washington et Islamabad d'éviter que de jeunes séminaristes pakistanais venant de milieux défavorisés ne mènent le «jihad», la guerre sainte, contre l'Occident.

Mais en sept ans, les efforts des autorités ont buté sur la résistance acharnée des fédérations de madrassas dirigées par des dignitaires d'obédiences sunnite et chiite.

«Le ministère de l'Intérieur a discuté avec diverses madrassas : beaucoup ont refusé toute ingérence gouvernementale», reconnaît le mufti Gulzar Ahmed Naimi, de l'alliance des dignitaires sunnites, Jamat Ahl-e-Sunnat.

Lors de la naissance du Pakistan le 14 août 1947, il n'y avait que quelques dizaines de madrassas. Elles ont commencé à se multiplier avec l'islamisation lancée par le dictateur Zia-ul-Haq, arrivé au pouvoir en 1977, puis avec l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979 qui a transformé le Pakistan en

base arrière du «jihad» contre l'armée de Moscou.

Grâce au financement de l'Arabie saoudite et d'autres monarchies du Golfe, on dénombrait à la fin des années 1980 près de 3 000 écoles religieuses au Pakistan, dont plus de la moitié gérées par des sunnites fondamentalistes.

Dans les années 1990, le mouvement taliban en Afghanistan avait largement puisé dans les madrassas pakistanaises. Beaucoup de recrues de ces écoles coraniques sont également parties lutter contre «l'occupation indienne» au Cachemire, un territoire divisé en deux, à majorité musulmane et que se disputent New Delhi et Islamabad.

Aujourd'hui, dans le sillage de l'offensive en cours de l'armée

pakistanaise contre des talibans pakistanais, l'analyste Talat Masood pense que le gouvernement devrait relancer sa réforme des madrassas et ainsi «montrer qu'il est déterminé à juguler le terrorisme par tous les moyens».

ATTENTATS À JAKARTA

Un terroriste s'est fait passer pour un invité

Le terroriste présumé ayant perpétré l'attentat suicide qui a tué sept personnes à l'hôtel Marriott de Jakarta s'est fait passer pour un invité avant de faire exploser sa bombe, a indiqué hier la police.

«L'auteur s'est fait passer pour un invité» lors du contrôle à l'entrée de l'hôtel Marriott, a expliqué le chef de la police de Jakarta, Wahyono, devant la presse.

C'est ainsi qu'il a pu pénétrer à l'intérieur du café situé au sous-sol de l'hôtel, où il a fait exploser la bombe qu'il portait.

Un corps, séparé de la tête, a été découvert sur les lieux de l'explosion, ce qui privilégie la piste de l'attentat suicide.

Quelques minutes plus tard, une autre bombe explosait dans un restaurant de l'hôtel voisin Ritz Carlton, les deux attentats faisant au total neuf morts et une quarantaine de blessés, dont une quinzaine d'étrangers.

Du matériel explosif et une autre bombe ont été découverts dans une chambre de l'hôtel Marriott au cours des recherches menées après les deux explosions.

La bombe a été désamorcée. «Nous enquêtons pour découvrir l'identité de la personne qui a loué cette chambre», a précisé un porte-parole de la police nationale, Nanan Soekarna.